



## **Nos principaux axes d'intervention en 2016**

**La bataille contre les coupures d'eau et les réductions de débit** que nous allons mener jusqu'à leur arrêt effectif et définitif. Prochains rendez-vous en justice : le 9 juin, deux audiences contre la Saur au tribunal de grande instance de Versailles ; le 22 juillet, délibéré du tribunal de Puteaux contre Veolia. En perspective aussi cette année, le vote de la proposition de loi pour rendre effectif le droit à l'eau et à l'assainissement, qui est inscrite à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale le 14 juin prochain.

**La campagne sur l'eau et le climat continue !** La COP22 aura lieu à Marrakech au Maroc en novembre. Dans ce pays soumis au stress hydrique, la question de l'eau est centrale. Nous avons participé à une réunion à Rabat les 21 et 22 mai, avec l'ACME Maroc et la Fondation France Libertés. Nous envisageons de participer à une rencontre dans la région de Zagora (ou à Er-Rachidia, plus à l'ouest) les 23 et 24 septembre prochains, sur la place et la mise en valeur des khetaras qui sont les installations de récupération de l'eau en zone aride et d'approvisionnement des oasis. Il s'agit d'un enjeu concret d'adaptation et de lutte contre le changement climatique qui fait écho à notre plaidoyer sur l'eau et le climat. Si les conditions sont réunies pour la participation de la société civile, nous serons présents autour de cette thématique à la COP22.

**Le renforcement de l'expertise citoyenne :** le projet PICRI « Cartographie collaborative, expertise citoyenne : territoires de l'eau et territoires de compétences politiques en Ile-de-France » est en pleine réalisation. Sur le volet scientifique, seront publiés cette année l'atlas cartographique des associations pour l'eau en Ile-de-France et la cartographie des modes de gestion de l'eau, département par département. Le volet éducation populaire entre aussi dans sa phase active avec une formation au débat citoyen le 2 juin et la constitution d'un groupe d'action sur la Beuvronne en Seine et Marne.

**L'action pour la gestion publique entre dans une nouvelle phase avec la réforme territoriale.** C'est une nouvelle chance pour la gestion publique à saisir, en particulier sur le territoire 12 (Val de Marne et nord Essonne), Est Ensemble et Plaine commune. D'ici au 1<sup>er</sup> janvier 2018, nous pouvons gagner que tout ou partie de ces territoires ne rejoignent pas le SEDIF et Veolia. Dans un contexte plus favorable, il s'agit de renforcer le poids de la gestion publique dans la métropole du Grand Paris. Nous sommes directement engagés dans les luttes pour libérer l'approvisionnement en eau, de Suez en Nord Essonne.

**Le développement de nos actions à Paris.** A partir de notre action pilote le 22 mars avec Maude Barlow à l'université de Dauphine, nous envisageons de développer un projet en faveur de l'eau bien commun dans toutes les universités parisiennes. D'autre part, après le projet « écolo, c'est économe » qui se concrétise par de nombreux ateliers participatifs et par une nouvelle exposition, nous souhaitons nous engager dans le dispositif des ambassadeurs de l'eau que met en place la ville de Paris avec Eau de Paris.